



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

mutuelles étudiantes

Question écrite n° 99098

Texte de la question

M. Jean-Marie Demange souhaite appeler l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur la situation des mutuelles étudiantes. Leur mission d'origine consiste à gérer, pour le compte de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), le régime obligatoire de la sécurité sociale des étudiants et elles assument de surcroît la gestion de la complémentaire santé. Il semble pourtant que la CNAM envisage de réduire le budget destiné au financement des mutuelles étudiantes, ce qui pose des difficultés importantes pour garantir la pérennité des actions de prévention développées auprès des jeunes. Si cette éventualité était avérée, les mutuelles étudiantes ne pourraient que se contenter d'assumer la gestion purement administrative des assurés : soit l'affiliation et le suivi des remboursements. Il est certes nécessaire de diminuer les dépenses de santé, toutefois il ne paraît pas raisonnable qu'un tel effort soit seulement consenti par certaines branches de l'assurance maladie. Considérant que la prévention est une composante essentielle d'une politique de santé efficace, il souhaite qu'il lui précise les mesures envisagées pour remédier à ces préoccupations.

Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé et des solidarités est appelée sur la situation des mutuelles étudiantes régionales qui gèrent pour le compte de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) le régime obligatoire de sécurité sociale des étudiants, et plus particulièrement sur la renégociation de la convention signée en 2002 avec la CNAMTS. C'est effectivement cette convention qui détermine le niveau des remises de gestion attribuées pour couvrir les dépenses afférentes à la gestion des prestations du régime obligatoire. Son article 16 prévoit que la convention est modifiable par avenant, notamment à l'occasion de la mise en place d'une nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) entre la CNAMTS et l'État, ou à l'occasion de modifications substantielles des conditions d'exécution de la convention. Actuellement, le montant annuel des remises de gestion est déterminé par référence au coût de gestion constaté dans les cinquante caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) les plus performantes. Les mutuelles étudiantes n'assurent pas la gestion de la totalité des prestations du régime de base, contrairement aux CPAM. La convention fixe donc un taux d'abattement pour tenir compte de la différence de périmètre d'activité entre les mutuelles d'étudiants et les CPAM. En 2002, ce taux avait été calculé à partir de la comptabilité analytique des CPAM de 1999. La CNAMTS renégocie actuellement avec les mutuelles, dans le cadre de la nouvelle COG État-CNAMTS couvrant la période 2006-2009, les modalités de calcul des remises de gestion en se basant sur la comptabilité analytique actualisée des CPAM. L'État veillera à ce que les crédits inscrits dans la COG État-CNAMTS 2006-2009 permettent de garantir pour les mutuelles d'étudiants le maintien d'un niveau de ressources compatible avec leurs missions.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Demange](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 99098

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 juillet 2006, page 6973

Réponse publiée le : 19 septembre 2006, page 9911